

PROCÈS-VERBAL

De la séance du Conseil communal du 17/07/2019

PRESENTS & ABSENTS: VERLAINE André, Président - Conseiller communal;
VAN AUDENRODE Martin, Bourgmestre;
BARBEAUX Cécile, HERMAND Philippe, VISART Michèle, DEBATTY Benoit, Echevins;
PISTRIN Nathalie, Présidente du CPAS;
COLLOT Francis, PAULET José, LACROIX Simon, BODART Eddy, SANZOT Annick,
DECHAMPS Carine, BERNARD André, BALTHAZART Denis, LIZEN Maggi, WIAME
Mélanie, TOUSSAINT Joseph, CATINUS Nathalie, Conseillers communaux;
EVRARD Marc, Directeur général faisant fonction.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Monsieur le Président ouvre la séance à 19h30.

EN SÉANCE PUBLIQUE

AFFAIRES GENERALES

(1) AFFAIRES GENERALES APPROBATION DU PV DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26 JUIN 2019

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement son article L1122-16;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 juin 2019

POLICE

(2) POLICE RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE POLICE ADMINISTRATIVE - RÈGLEMENT COMMUNAL RELATIF AUX HEURES DE FERMETURE DES ÉVÈNEMENTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Vu les articles L1122-30, L1122-20, L1122-24 alinéas 1^{er} et 2, L1122-26 §1^{er}, L1122-32, L1133-1 et L1133-2 du CDLD;

Vu l'article 135 §2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés, spécialement l'article 1^{er}, 2 ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la tranquillité et de la sécurité publique ;

Attendu que pour garantir de manière optimale la sûreté et la tranquillité publiques dans la Commune, il convient de veiller à réglementer l'organisation des évènements divers organisés sur le territoire communal ;

Attendu que, d'autre part, l'organisation de telles manifestations en des endroits non appropriés en raison de la densité de la population, s'est avérée être, par le passé, source de nuisances pour les riverains, entre autres compte tenu du volume souvent très élevé de la musique diffusée ;

Que, d'autre part, la concentration souvent importante de personnes fréquentant ces évènements implique une vigilance accrue de la Zone de Police des Arches pour assurer la surveillance des lieux et de leurs abords tant pour prévenir ou réprimer les troubles et rixes, que sur le plan de la distribution et de la consommation de drogues ;

Qu'enfin, l'organisation de telles manifestations, en des endroits inappropriés, peut porter atteinte à la fluidité du trafic routier ;

Attendu que de nombreux rapports de police dénoncent des troubles de l'ordre public provoqués à l'occasion de ce genre d'évènements à partir d'une certaine heure tardive ;

Considérant que la majorité des interventions des services de police pour les troubles à l'ordre public sont constatés au-delà de 2 h du matin ;

Considérant que les services de police recommandent de limiter en semaine et le weekend les heures d'ouverture des évènements organisés sur le territoire de la Commune ;

Considérant que la quiétude des riverains est gravement perturbée et leur sécurité insuffisamment garantie ;

Attendu que les services de police déployés la nuit ne permettent pas d'assurer une surveillance effective et permanente de l'ensemble des évènements dûment autorisés ;

Considérant la volonté d'harmoniser la réglementation relative aux heures de fermeture des évènements dans les communes de la Zone de Police des Arches afin de faciliter le travail des forces de l'ordre ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

d'arrêter comme suit le Règlement communal relatif aux heures de fermeture des évènements sur le territoire communal :

Article 1

On entend, au sens de la présente ordonnance, par « évènement » :

- toute réunion se tenant sur la voie publique ou dans un endroit privatif où le public a libre accès. La réunion est considérée comme publique lorsque tout le monde peut y participer, même si l'entrée est soumise au paiement d'un droit ou à la production d'une carte généralement quelconque lorsque celle-ci peut être obtenue par qui que ce soit.
- Toute réunion privative à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert.

Article 2

Tout évènement public est sur l'ensemble du territoire communal, soumis à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, lequel, avant de statuer sur la demande, requiert l'avis le cas échéant des services communaux, du Fonctionnaire Planu, de la Zone de Secours NAGE et/ou Zone de Police des Arches.

La demande d'autorisation se fera par écrit. Elle sera datée et rédigée par l'organisateur et adressée à l'Administration communale au moins trois mois avant la date projetée de l'évènement.

L'organisateur devra remplir le formulaire multidisciplinaire ad hoc. Le Bourgmestre pourra, avant de statuer sur la demande d'autorisation, solliciter de l'organisateur tout complément d'information qu'il jugerait indispensable pour apprécier de l'incidence de l'évènement projeté sur la sûreté et/ou la tranquillité publique(s).

L'organisateur ne pourra céder l'autorisation à lui délivrée. Toute autorisation cédée devient nulle de plein droit.

Article 3

L'organisateur devra, sans intermittence, être personnellement présent sur les lieux pendant toute la durée de l'évènement.

Si l'organisateur est une personne morale, il devra, dans sa demande d'autorisation, désigner par ses nom, prénom, date de naissance, adresse complète et, s'il en dispose, par ses numéros de téléphone et de télécopieur, une personne physique pour la représenter sans intermittence sur les lieux pendant toute la durée de l'évènement et pouvant valablement agir en ses lieu et place, sans restriction, le jour de l'évènement pour tout ce qui a trait à son déroulement et, ledit jour, aux relations avec le Bourgmestre ou celui qui le remplace et avec les forces de l'ordre et les services d'urgence.

Article 4

Sans préjudice des manifestations organisées par les pouvoirs publics, la distribution gratuite ou à vil prix de boissons alcoolisées (bière y compris), sous quelque forme que ce soit, est interdite lors des évènements se déroulant sur le territoire de l'entité communale.

L'interdiction s'applique non seulement à l'endroit même où l'évènement est organisé, mais aussi aux abords immédiats de ce site, tant durant l'évènement que deux heures avant l'heure autorisée de son début.

Elle s'applique non seulement aux organisateurs et à ses collaborateurs, mais aussi à tout tiers.

Article 5

Tout refus d'autorisation sera motivé.

Constituera, entre autres, un motif suffisant de refus :

le fait que la demande d'autorisation émane d'un mineur d'âge ;

le fait que le représentant de l'organisateur sera, le jour prévu pour l'évènement, âgé de moins de 18 ans ;

le fait que l'organisateur n'ait pas, à l'occasion d'un précédent évènement endéans une période d'un an antérieure à la date prévue, respecté les dispositions du présent règlement ou d'une autorisation délivrée en exécution de celle-ci;

le fait que l'endroit proposé par l'organisateur ne présente pas des garanties suffisantes de sécurité ou soit d'accès malaisé pour les services médicaux, de police, ou d'incendie ;

le fait que l'évènement entraverait l'accès des services d'incendie aux bâtiments riverains de l'endroit proposé par l'organisateur.

l'annonce publique, sous quelque forme que ce soit, d'une distribution gratuite ou à vil prix de boissons alcoolisées (bière y compris).

le fait que l'organisateur n'a pas introduit son dossier de demande dans les délais prescrits (3 mois)

Article 6

L'organisateur veillera à obvier à tous bruits ou tapages diurnes ou nocturnes, de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité, qu'ils soient le fait personnel de leurs auteurs ou qu'ils résultent d'appareils dont ils sont détenteurs.

Article 7

§1er Les évènements qui sont organisés sur le territoire communal sont tenus de respecter les horaires suivants :

les nuits du lundi au mardi, mardi au mercredi, mercredi au jeudi, jeudi au vendredi et dimanche au lundi : fermeture à minuit au plus tard ;

Les nuits du vendredi au samedi et samedi au dimanche : fermeture à 2 heures 30 du matin au plus tard.

§ 2 Les horaires visés au §1er ne sont toutefois pas applicables :

les nuits précédant le jour de Noël et le jour de l'An, aucune limitation d'horaire ne sera d'application ;

les nuits précédant les jours fériés légaux : l'heure de fermeture est fixée à 2 heures 30;

Si une autorisation exceptionnelle a été délivrée par le Bourgmestre indépendamment des conditions fixées à l'article 3, la demande devra être introduite au minimum 15 jours ouvrables avant l'évènement.

Article 8

Les organisateurs pourront introduire par écrit une demande de dérogation auprès du Bourgmestre sous les conditions suivantes :

Ne pas avoir été l'objet d'une fermeture administrative, d'un PV de police ou d'un compte-rendu administratif défavorable durant les 12 mois précédant la demande

Disposer, le cas échéant en cas d'avis de la Zone de Police des Arches, d'un système de gardiennage agréé à partir de minuit

Etre en possession d'un dossier administratif complet en ce compris toutes les autorisations urbanistiques et environnementales requises

Article 9 :

L'organisateur doit porter le présent règlement à la connaissance des participants par l'affichage de celui-ci de manière visible.

Article 10 :

Les infractions au présent règlement de police sont conformément aux dispositions prévues dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales sanctionnées :

d'une amende administrative d'un montant de 350 € maximum

En cas de non-respect par l'organisateur des conditions de l'autorisation à lui délivrée, le Bourgmestre ou celui qui le remplace pourra ordonner l'arrêt immédiat de l'évènement et faire évacuer les lieux en requérant, au besoin, l'intervention des forces de l'ordre.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace pourra, de même, ordonner l'arrêt immédiat de tout évènement organisé sans son autorisation préalable et écrite et faire évacuer les lieux en requérant, au besoin, l'intervention des forces de l'ordre.

Article 11:

Le Bourgmestre publiera par voie d'affichage le présent règlement. La date et le fait de cette publication seront constatés par une annotation dans le registre de publications des règlements et ordonnances des Autorités communales.

Le présent règlement de police sort ses effets cinq jours à dater de sa publication et abroge toute disposition précédente relative aux heures de fermeture.

Article 12 :

Une expédition conforme de la présente délibération sera transmise :

aux greffes des tribunaux de Police et de Première Instance de NAMUR ;

au Collège provincial en vue de son insertion au Mémorial administratif;

à Monsieur CARPENTIER, Chef de Corps de la Zone de Police des Arches ;

à Monsieur LIBERTIEAUX, Chef du Poste de Police de Gesves ;

à Madame Delphine WATTIEZ, Fonctionnaire sanctionnateur provincial ;

aux communes d'Andenne, Fernelmont, Ohey et Assesse.

FINANCES

(3) FINANCES FINANCES - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE TRÉSORERIE LIANT LA COMMUNE ET LE CPAS DE GESVES

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement son article 1321-1 16° ;

Vu l'article 116 de la Loi organique du 08 juillet 1976 ;

Considérant que la Commune et le CPAS, à différents moments au cours d'un exercice comptable, peuvent rencontrer des difficultés de trésoreries ;

Considérant que le recours aux crédits courts termes auprès des institutions financières ont un coût non négligeable ;

Considérant que l'Autorité supérieur souhaite que des synergies soient développées entre les Communes et leurs entités consolidées ;

Vu le projet de convention proposé afin de permettre à l'une des entités d'avoir recours à la trésorerie de l'autre ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

1. d'arrêter la convention proposée permettant à la Commune et au CPAS de bénéficier d'avances de trésorerie ;

2. la convention fait partie intégrante de la présente délibération ;

3. une expédition conforme de la présente délibération sera transmise au Directeur financier ;

(4) FINANCES FINANCES - COMPTE COMMUNAL 2018

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les comptes établis par le collège communal,

Attendu que conformément à l'article 74 du Règlement général de la Comptabilité communale et après vérification, le Collège certifie que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présents comptes, simultanément à leur envoi à l'autorité de tutelle, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, les comptes de l'exercice 2018:

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
	€ 37.847.966,76	€ 37.847.966,76

<i>Compte de résultats</i>	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
Résultat courant	€ 8.659.050,39	€ 8.208.159,62	€ -450.890,77
Résultat d'exploitation (1)	€ 10.589.998,79	€ 10.522.066,39	€ -67.932,40
Résultat exceptionnel (2)	€ 176.592,40	€ 175.818,82	€ -773,58

Résultat de l'exercice (1+2)	€ 10.766.591,19	€ 10.697.885,21	€ -68.705,98
-------------------------------------	------------------------	------------------------	---------------------

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	€ 8.622.914,16	€ 1.211.661,39
Non Valeurs (2)	€ 74.865,97	€ 0,00
Engagements (3)	€ 8.717.414,86	€ 2.922.158,78
Imputations (4)	€ 8.716.663,98	€ 1.452.816,48
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	€ -169.366,67	€ -1.710.497,39
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	€ -168.615,79	€ -241.155,09

Art. 2

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

CPAS

(5) CPAS CPAS - COMPTE 2018

Vu le décret du 23 janvier 2014, modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Considérant que ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 2014 ;

Considérant que dès lors, l'autorité de tutelle pour les actes des centres publics d'action sociale tels que les comptes du CPAS, est le Conseil communal ;

Considérant l'avis favorable du Comité de concertation en sa séance du 24 juin 2019 ;

Vu le compte 2018 du CPAS, voté par le Conseil de l'action sociale le 9 juillet 2019 présentant à l'ordinaire un boni de 216.817,21 € et à l'équilibre à l'extraordinaire ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

d'approuver la décision du Conseil de l'Action Sociale arrêtant les comptes de l'exercice 2018 présentant les résultats comptables suivants :

A l'ordinaire :

Résultat budgétaire de l'exercice	216.817,21 €
Engagements à reporter	44.910,15 €
Résultat comptable de l'exercice	261.727,36 €

A l'extraordinaire :

Résultat budgétaire de l'exercice	0,00 €
Engagements à reporter	0,00 €
Résultat comptable de l'exercice	0,00 €

ENSEIGNEMENT

(6) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLES COMMUNALES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES DEUX ÉCOLES COMMUNALES ET LE PO - AIDE SPÉCIFIQUE AUX DIRECTIONS

Attendu l'accès à la subvention « Aide spécifique en moyens financiers aux directions des écoles » de moins de 180 élèves telle que défini dans la circulaire 7172 du 07/06/2019 pour les écoles maternelles et primaires ;

Vu la décision du Collège communal en date du 08/07/2019 proposant la convention d'un partenariat entre les écoles communales de Gesves et le PO afin de bénéficier des moyens financiers ;

Vu le souhait des deux parties et du PO d'établir ledit partenariat (ci-joint);

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

d'acter la convention de partenariat entre les écoles communales de Gesves et le PO dans le but d'accès à l'aide spécifique en moyens financiers aux directions pour les écoles de GESVES ;

À HUIS CLOS

ENSEIGNEMENT

(1) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE LA CROISETTE - DEMANDE DE CONGÉ POUR PRESTATIONS RÉDUITES JUSTIFIÉES PAR DES RAISONS DE CONVENANCE PERSONNELLE ACCORDÉ AU MEMBRE DU PERSONNEL ÂGÉ AU MOINS 50 ANS AVEC RÉDUCTION DE PRESTATIONS À 4/5 TEMPS DU 01/09/2019 AU 31/08/2020- DW - RATIFICATION DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU 24/06/2019

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard au caractère urgent des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Madame Dominique WAVREILLE, institutrice maternelle définitive à temps plein (26 p/s) à l'école de la Croisette, le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle accordé au membre du personnel âgé au moins 50 ans avec réduction de prestations de 5 p/s du 01/09/2019 au 31/08/2020;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Madame Dominique WAVREILLE, l'institutrice maternelle définitive à temps plein (26 p/s) à l'école de la Croisette le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle accordé au membre du personnel âgé au moins 50 ans avec réduction de prestations de 5 p/s du 01/09/2019 au 31/08/2020;

(2) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOL - DEMANDE DE CONGÉ POUR EXERCER PROVISOIREMENT UNE AUTRE FONCTION DANS L'ENSEIGNEMENT - EXERCICE D'UNE FONCTION DE PROMOTION À TEMPS PLEIN (24 P/S) DU 01/09/2019 AU 31/08/2020- RB - RATIFICATION DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU 08/07/2019

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé"

Eu égard au caractère urgent des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 08/07/2019, d'accorder à Monsieur Raphaël BEAUJEANT, instituteur primaire définitif à temps plein (24 p/s) à l'école de l'Envol, un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement – exercice d'une fonction de promotion à temps plein (24 p/s) du 01/09/2019 au 31/08/2020 (détachement à la Commune d'Hamois);

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier La décision du Collège communal du 08/07/2019, accordant à Monsieur Raphaël BEAUJEANT, instituteur primaire à titre définitif à temps plein (24 p/s) à l'école de l'Envol un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement – exercice d'une fonction de promotion du 01/09/2019 au 31/08/2020;

**(3) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOLE-
DEMANDE DE CONGÉ POUR PRESTATIONS RÉDUITES JUSTIFIÉES PAR DES
RAISONS DE CONVENANCE PERSONNELLE DU 01/09/2019 AU 31/08/2020
POUR 1/5 TEMPS (4 P/S)- CG- RATIFICATION DE LA DÉCISION DU COLLÈGE
COMMUNAL DU 24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Mme Christelle GERARD, institutrice primaire définitive à temps plein le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle du 01/09/2019 au 31/08/2020 à 1/5 temps (4 p/s) ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Mme Christelle GERARD, institutrice primaire définitive à l'école de l'Envol le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle du 01/09/2019 au 31/08/2020 à 1/5 temps (4 p/s);

**(4) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOLE-
DEMANDE DE CONGÉ POUR PRESTATIONS RÉDUITES POUR DEUX
ENFANTS DE MOINS DE 14 ANS DU 01/09/2019 AU 31/08/2020 POUR 1/5 TEMPS
(4 P/S)- ACA- RATIFICATION DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU
24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du

24/06/2019, d'accorder à Mme Anne-Cécile AUBRY, institutrice primaire définitive à temps plein le congé pour prestations réduites pour deux enfants de moins de 14 ans du 01/09/2019 au 31/08/2020 ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Mme Anne-Cécile AUBRY, institutrice primaire définitive à l'école de l'Envol le congé pour prestations réduites pour deux enfants de moins de 14 ans du 01/09/2019 au 31/08/2020 ;

**(5) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOI-
DEMANDE DE DISPONIBILITÉ POUR CONVENANCE PERSONNELLE DU
01/09/2019 AU 31/08/2020 (SA)- RATIFICATION DE LA DÉCISION DU COLLÈGE
COMMUNAL DU 24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Madame Sabine AUBRY, institutrice primaire définitive à temps partiel (12 p/s) à l'école de l'Envol, une disponibilité pour convenance personnelle du 01/09/2019 au 31/08/2020 (début au 13/02/2017 ; durée cinq ans) ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Madame Sabine AUBRY, institutrice primaire définitive à temps partiel (12 p/s) à l'école de l'Envol une disponibilité pour convenance personnelle du 01/09/2019 au 31/08/2020 (durée maximale de cinq ans).

**(6) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOI-
DEMANDE D'INTERRUPTION DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE DANS
LE CADRE DU CONGÉ PARENTAL À 1/5 TEMPS (4 P/S, KD) - RATIFICATION
DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU 24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Mme Kathelyne DESCHAMPS institutrice primaire à titre définitif; l'interruption de carrière professionnelle du 01/09/2019 au 30/04/2021 dans le cadre du congé parental à 1/5 temps (4 p/s);

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Mme Kathelyne DESCHAMPS de l'école communale de l'Envol l'interruption de carrière dans le cadre du congé parental à 1/5 temps (4 p/s) du 01/09/2019 au 30/04/2021.

**(7) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOL-
DEMANDE D'INTERRUPTION DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE DANS
LE CADRE DU CONGÉ PARENTAL À MI-TEMPS (13 P/S, AW) - RATIFICATION
DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU 24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Mme Allison WARNANT institutrice maternelle à mi-temps (12 p/s) l'interruption de carrière professionnelle du 01/09/2019 au 30/04/2020 dans le cadre du congé parental ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Mme Allison WARNANT de l'école communale de l'Envol l'interruption de carrière dans le cadre du congé parental du 01/09/2019 au 30/04/2020 (8 mois avec allocation de l'ONEM).

**(8) ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT - ECOLE COMMUNALE DE L'ENVOL-
DEMANDE D'INTERRUPTION DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE DANS
LE CADRE DU CONGÉ PARENTAL À TEMPS PLEIN DU 01/09/2019 AU 31/12/2019
(24 P/S) ET À MI-TEMPS (12 P/S) 01/01/2020 AU 30/06/2020 - JD - RATIFICATION
DE LA DÉCISION DU COLLÈGE COMMUNAL DU 24/06/2019.**

Vu les lois coordonnées du 20 août 1957 et plus précisément l'article 30 §2 qui prévoit: "En cas d'absence justifié d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes qui n'est pas mis en disponibilité, le Collège communal désigne, parmi les instituteurs diplômés, un intérimaire pour remplacer cet agent pendant la durée de son congé" ;

Eu égard des circonstances dans lesquelles le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 24/06/2019, d'accorder à Mme Julie DEGROOTE institutrice primaire; l'interruption de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental à temps plein du 01/09/2019 au 31/12/2019 et à mi-temps du 01/01/2020 au 30/06/2020 ;

A l'unanimité des membres présents;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège communal du 24/06/2019, accordant à Mme Julie DEGROOTE de l'école communale de l'Envol l'interruption de carrière dans le cadre du congé parental à temps plein (24 p/s) du 01/09/2019 au 31/12/2019 et à mi-temps (12 p/s) du 01/01/2020 au 30/06/2020.

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17 juillet n'ayant fait l'objet d'aucune remarque, est approuvé à l'unanimité.

La séance est levée à 21h00

Le Directeur général f.f.

Marc EVRARD

Le Président

André VERLAINE